

D'après les dernières nouvelles, les membres des syndicats auraient fait savoir qu'ils n'accepteraient pas les propositions de Radio-Canada. On dit qu'ils se proposent de tenir une autre réunion d'ici un couple de jours.

INTERPELLATION AU SUJET DU BRANCHEMENT
D'UNE LIGNE D'ÉCOUTE AUX SALLES SYN-
DICALES DANS UN HÔTEL

A l'appel de l'ordre du jour.

M. D. M. Fisher (Port-Arthur): Monsieur l'Orateur, je voudrais poser une question sur le même sujet au ministre des Transports. Le ministre peut-il dire s'il va donner les résultats de la demande faite au National-Canadien de vérifier si l'on aurait monté une ligne d'écoute dans les pièces utilisées du Château Laurier par les syndicats au cours de leurs négociations avec Radio-Canada?

L'hon. George H. Hees (ministre des Transports): Monsieur l'Orateur, je remercie l'honorable député de m'avoir prévenu de son intention de me poser cette question. Dès que j'ai reçu son préavis, je me suis mis en rapport avec le directeur de l'hôtel Château Laurier M. Mann; il m'a dit que ni lui ni quelque autre membre de la direction n'étaient au courant d'une telle chose, et qu'ils ne pensent pas qu'elle soit possible.

M. l'Orateur: Puis-je dire, à propos de telles questions, que les honorables députés qui décident de répéter des assertions tirées de la presse et qu'ils jugent dignes d'être examinées à la Chambre en prennent eux-mêmes la responsabilité.

M. Fisher: Monsieur l'Orateur, étant donné vos remarques je crois devoir expliquer que je n'ai pas tiré ces renseignements des journaux. La question m'a été signalée par les intéressés et j'en ai saisi le ministre des Transports, jugeant que c'est le ministre idoine en l'occurrence.

LES RELATIONS AU SEIN DU
COMMONWEALTH

MARLBOROUGH HOUSE, LONDRES—PARTICIPATION
DU CANADA À LA RECONSTRUCTION ET
À L'ENTRETIEN

A l'appel de l'ordre du jour.

M. G. J. McIlraith (Ottawa-Ouest): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre des Finances une question qui se fonde sur un communiqué du premier ministre aux journaux au sujet de Marlborough House à Londres qui servirait à loger le personnel du comité des questions économiques du Commonwealth et deviendrait un centre permanent pour les consultations économiques au

[L'hon. M. Macdonnell.]

sein du Commonwealth. Ma question est la suivante. Le gouvernement canadien participe-t-il de quelque façon aux frais de la rénovation et de l'entretien de Marlborough House?

L'hon. Donald M. Fleming (ministre des Finances): Non, monsieur l'Orateur.

QUESTIONS OUVRIÈRES

TERRE-NEUVE ET NOUVELLE-ÉCOSSE—ATTITUDE DU
GOUVERNEMENT APRÈS LES CONGÉDIEMENTS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Arnold Peters (Timiskaming): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser une question au ministre des Mines et des Relevés techniques. Le *Globe and Mail* d'aujourd'hui signalant qu'au moins 550 hommes seront sans travail le 31 mars sur l'île Bell (T.-N.) quand la *Dominion Wabana Ore*, filiale de la *Dominion Steel and Coal Corporation*, réduira sa production, et vu que les mêmes difficultés surgissent en Nouvelle-Écosse à l'égard de la même société mère, le gouvernement a-t-il pris une décision sur ces points?

L'hon. Paul Comtois (ministre des Mines et des Relevés techniques): Monsieur l'Orateur, je suis gré à l'honorable député de m'avoir prévenu de sa question. J'ai vu la même nouvelle dans la *Gazette*, mais ni mon ministère ni l'Office fédéral du charbon n'en ont reçu de confirmation. Quant à la dernière partie de la question, la réponse est non.

L'ASSURANCE-CHÔMAGE

INTERPELLATION AU SUJET DE L'EXTENSION
DES PRESTATIONS AUX ANCIENS PRISONNIERS

A l'appel de l'ordre du jour.

M. Harold E. Winch (Vancouver-Est): Monsieur l'Orateur, j'aimerais poser au ministre du Travail une question dont je l'ai prévenu ce matin.

A-t-on signalé au ministre le bulletin de janvier de la société John Howard de la Colombie-Britannique? On y félicite la Commission d'assurance-chômage d'avoir recommandé de modifier la loi sur l'assurance-chômage afin de rendre les prisonniers admissibles à des prestations quand ils sont libérés et aussi d'avoir donné à entendre qu'une modification serait soumise à la présente session. Le ministre peut-il se prononcer sur ces propos de la société John Howard de Colombie-Britannique?

L'hon. Michael Starr (ministre du Travail): Monsieur l'Orateur, je tiens à remercier l'honorable député de m'avoir prévenu de sa question et d'avoir porté ce bulletin à mon attention. Je crois, monsieur l'Orateur, qu'il